

(81) Coalition Against "Free" Trade

La Coalition s'oppose à la taxe et veut qu'elle soit bloquée. La TPS est régressive. Il faut plutôt un régime d'impôt sur le revenu plus progressif.

(82) Coinamatic Group

Le projet de loi C-62 contient des demandes déraisonnables pour les vendeurs qui se servent de distributeurs automatiques et il ne règle pas les problèmes fiscaux des concessionnaires ni des baux d'exploitation.

(83) Comité canadien de la recherche sur la fiscalité

La TVF et l'impôt sur le revenu des sociétés devraient être remplacés par un impôt sur le revenu élargi, qui s'appellerait un impôt sur les gains des entreprises et qui serait prélevé sur les coûts de production, d'après le coût des marchandises vendues de toutes les entreprises du Canada.

(84) Commission d'action sociale de l'archidiocèse catholique de Saint-Jean (Terre-Neuve)

La TPS rendra la propriété plus difficile d'accès et aura des conséquences néfastes sur le tourisme. Les crédits de taxe seront insuffisants. Les sociétés devraient plutôt payer leur quote-part.

(85) Commission épiscopale des affaires sociales

Le gouvernement fédéral a l'obligation morale de promouvoir la justice économique en réduisant l'écart qui existe entre les riches et les pauvres. Il faudrait rejeter la TPS, parce qu'elle est injuste et la remplacer par d'autres mesures fiscales progressives.

(86) Conference Board du Canada

Cet organisme appuie la TPS et estime qu'elle présente des avantages économiques à long terme.

(87) Congrès du travail du Canada

Le Congrès s'oppose à la TPS et veut qu'elle soit rejetée. Cette taxe est régressive et les crédits de taxe n'offrent aucune protection. Il faudrait plutôt accroître l'impôt sur le revenu des contribuables à revenu élevé et très élevé.

(88) Conseil canadien de développement social

Le Conseil s'oppose à la TPS, parce qu'elle est régressive. Il faudrait en abaisser le taux et accroître l'impôt sur le revenu des particuliers afin de réduire les coûts administratifs.